

L'IDA EN ACTION

L'agriculture : un moteur de croissance et de lutte contre la pauvreté

L'agriculture est essentielle à la réalisation des objectifs mondiaux de réduction de la pauvreté. Elle demeure le secteur productif le plus important dans la plupart des pays à faible revenu, souvent en termes de part du produit intérieur brut (PIB) et presque toujours en termes du nombre d'individus qu'elle emploie. Dans les pays où elle assure une grosse part du niveau d'emploi global, une augmentation généralisée des revenus agricoles est indispensable pour stimuler la croissance de l'ensemble de l'économie, y compris des secteurs non agricoles qui vendent leurs produits aux populations rurales. Il ressort des études que, dans les pays africains pauvres, chaque dollar de croissance dérivant de la vente des produits agricoles ailleurs que sur le marché local se traduit, sur place, par un second dollar de croissance rurale résultant des dépenses supplémentaires en services, en produits manufacturés locaux, en matériaux de construction et en aliments préparés.

Le développement de l'agriculture s'est accéléré dernièrement sous l'effet de l'amélioration des politiques, d'une hausse des dépenses publiques et d'un effort renouvelé de coopération stratégique au niveau de la communauté internationale. L'Association internationale de développement (IDA), le guichet de la Banque mondiale qui accorde des subventions et des prêts sans intérêts, a sensiblement favorisé cette évolution dans les pays les plus démunis, en Afrique notamment, grâce à l'alliance unique de ressources financières, d'expertise technique et d'appui à l'amélioration des politiques. L'IDA a également développé des connaissances considérables pour faire face aux enjeux qui surgissent dans le secteur, lesquels tiennent à la fois aux nouveaux débouchés, comme les marchés en développement de produits tropicaux à valeur élevée, et aux nouveaux dangers, comme la hausse subite des prix des produits alimentaires, la grippe aviaire et le changement climatique.

En raison d'un certain nombre de facteurs, les réserves alimentaires mondiales par habitant ont atteint en 2008 un des niveaux les plus bas jamais enregistrés, suite à une baisse constante depuis la fin des années 1990. Une flambée des prix des céréales a eu lieu au début de 2008, ce qui a entraîné de fortes hausses du prix des aliments de première nécessité sur les marchés de bon nombre de pays en développement. Le prix des ressources nécessaires à la production alimentaire telles que le carburant et les engrais a triplé au cours des 18 mois qui ont suivi janvier 2007. Cette hausse de prix a poussé les intervenants à se pencher de nouveau sur l'agriculture et sur la recherche de solutions intégrées pour répondre aux questions de sécurité alimentaire et atténuer les effets néfastes de la hausse des prix des produits alimentaires. Pour faire face à ces questions de sécurité alimentaire et de développement rural de plus en plus pressantes, l'IDA a fourni des ressources additionnelles considérables aux pays dans le cadre de nouvelles opérations ou de la restructuration d'opérations existantes.

CONTRIBUTION DE L'IDA

Augmentation des prêts

Ces neuf dernières années, les fonds alloués par l'IDA à l'agriculture ont fluctué entre 305 millions de dollars pour l'exercice 2000 et 2,16 milliards de dollars au cours de l'exercice 2009, chiffres qui dénotent une tendance marquée à la hausse des crédits à l'agriculture au cours de cette période. Si le montant des crédits a augmenté de manière constante, la part de l'agriculture dans le total des crédits de l'IDA demeure stable, à 9 % environ au cours de la période de 2004 à 2008, avant de grimper pour s'établir à 16 % pour l'exercice 2009. La majeure partie des sommes affectées au secteur a été allouée à l'Afrique subsaharienne (55 % entre les exercices 2005 et 2009, contre 44 % entre les exercices 2000 et 2004), tandis que l'Asie du Sud est le deuxième principal bénéficiaire.

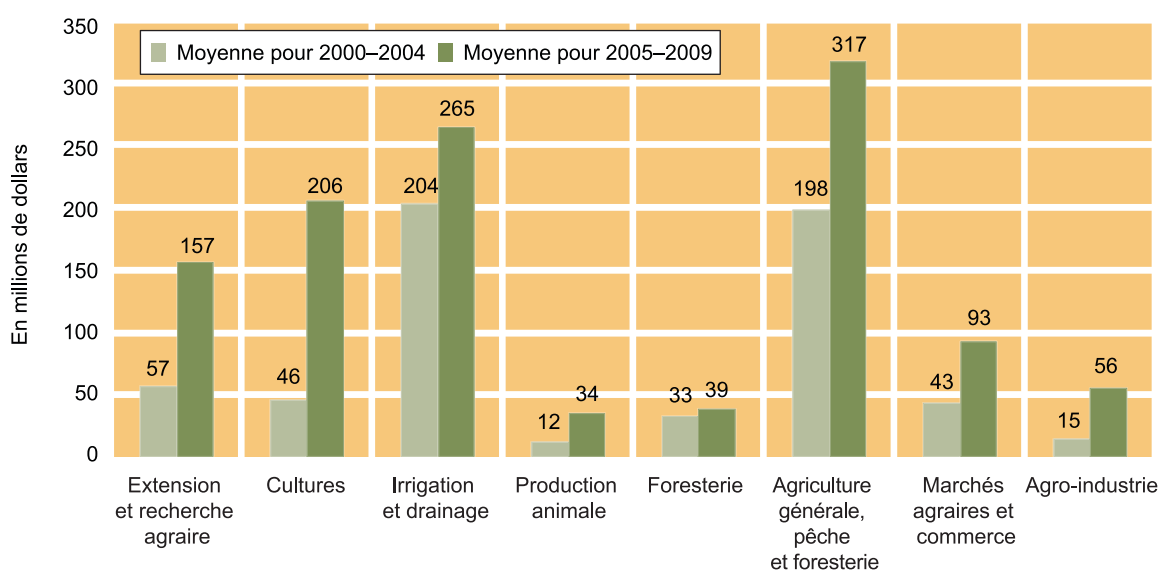
Depuis l'exercice 2000, les projets d'irrigation et de drainage et l'agriculture générale représentent conjointement quelque 60 % des financements de l'IDA au secteur agricole (voir graphique 1).

Intensifier la croissance agricole

Les effets favorables de l'assistance de l'IDA à l'agriculture apparaissent clairement lorsque l'on compare la performance globale du secteur dans les pays aidés par l'IDA qui effectuent des emprunts agricoles et dans ceux qui n'en font pas (voir Tableau 1). Il est évident que ces résultats sont aussi influencés par des actions et des événements qui sont indépendants de la Banque mondiale. Il se peut qu'intervienne également ce que les économistes appellent le « biais de sélection » : les pays qui effectuent des emprunts pour l'agriculture sont généralement plus susceptibles de disposer de ressources agricoles de qualité et plus enclins à stimuler la croissance agricole – indépendamment des emprunts – que les autres.

En règle générale, les pays aidés par l'IDA qui ont emprunté pour l'agriculture ont enregistré une croissance économique globale et une croissance de leur productivité agricole par travailleur beaucoup plus rapides que celles enregistrées par les pays clients de l'IDA qui n'ont pas emprunté pour investir dans des projets agricoles. Même si ces résultats ne

Graphique 1. Engagements annuels de l'IDA par sous-secteur, moyenne des exercices 2000–2004 et 2005–2009 (en millions de dollars)



Source : Business Warehouse de la Banque mondiale.

sont pas concluants, les données qui figurent dans le tableau suivant indiquent de manière significative qu'emprunter auprès de l'IDA peut améliorer la croissance agricole.

Mettre l'accent sur l'agriculture à l'échelle mondiale pour obtenir des résultats

Les investissements de l'IDA ont affiché une tendance globale à la hausse au cours des 10 exercices précédant 2009, évolution qui s'inscrit en parallèle à l'amélioration des crédits globaux à l'agriculture et de la qualité des interventions. Selon une étude du Groupe d'évaluation indépendante de la Banque mondiale, les résultats des projets de l'IDA dans ce secteur clôturés entre les exercices 2004 et 2008 (dont 82 % ont été jugés satisfaisants) marquent une amélioration soutenue par rapport à ceux des exercices 1999 à 2001 (où seuls 59 % des projets ont été jugés satisfaisants).

Les inquiétudes croissantes relatives aux mauvaises performances des premiers projets agricoles dans les pays clients de l'IDA, auxquelles s'ajoute une meilleure compréhension globale de l'importance de l'agriculture dans la croissance et la réduction de la pauvreté dans ces pays, ont fini par donner lieu à un cercle vertueux de dialogue stratégique et à l'amélioration des projets.

Le Rapport sur le développement dans le monde 2008 : l'agriculture pour le développement (RDM 2008) a été endossé par les donateurs et, pour la première fois depuis les années 1980, a permis de renouveler un vaste consensus sur l'importance de l'agriculture pour le développement. Le RDM 2008 souligne qu'il est nécessaire d'investir davantage dans l'agriculture et que ce secteur doit être placé au cœur du programme de développement pour atteindre l'objectif de réduction de moitié de l'extrême pauvreté et de la faim dans le monde d'ici 2015. Au nombre des messages qui ressortent du Rapport se trouve la nécessité d'un plus grand soutien de la part des donateurs aux secteurs du développement rural et agricole, ainsi que le besoin de tirer parti de partenariats stratégiques et d'adopter une approche stratégique multisectorielle pour créer de l'emploi en milieu rural. Enfin, il est nécessaire d'adopter des politiques publiques qui créent un environnement favorable à l'initiative du marché en réponse aux défis du secteur agricole.

Sous la coordination du secrétaire général des Nations Unies, la Banque mondiale a adopté en 2008 une approche stratégique et coordonnée avec ses partenaires pour faire face à la crise alimentaire grandissante qui constitue une grave menace à la sécurité alimentaire dans les pays en développement. Même si les prix des denrées alimentaires ont baissé depuis leurs pics

Tableau 1. Croissance réelle du PIB¹ par habitant et croissance de la valeur agricole par travailleur dans les pays aidés par l'IDA qui ont contractés des prêts agricoles² et ceux qui n'en ont pas contractés ; 1993–1995 à 2003–2005 (en %, par année)

Croissance	Pays IDA bénéficiant de crédits à l'agriculture N=53 ³	Pays IDA ne bénéficiant pas de crédits à l'agriculture N=14 ⁴
PIB global par habitant (en dollars constants de 2000) ³	2,2	1,9
Valeur ajoutée à l'agriculture par travailleur (en dollars constants de 2000) ⁴	2,0	0,3

Source : Indicateurs de la Banque mondiale, 2007.

1. Taux de croissance annuelle cumulés entre les valeurs médianes des moyennes sur trois ans.

2. Comprend tous les pays où des projets IDA étaient en cours dans le secteur de l'agriculture pendant les périodes définies.

3. Données non disponibles pour 3 des 53 pays IDA bénéficiant de crédits à l'agriculture et pour 2 des 14 pays IDA n'en bénéficiant pas.

4. Données non disponibles pour 7 des 53 pays IDA bénéficiant de crédits à l'agriculture et pour 4 des 14 pays IDA n'en bénéficiant pas.

de 2008, ils recommencent à monter et devraient demeurer au-dessus de leurs niveaux de 2004 au moins jusqu'en 2015. On s'attend également à ce que les prix soient plus volatils qu'avant, ce qui aura également des conséquences. Le Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale (GFRP) de la Banque mondiale a été lancé en mai 2008 et permet à celle-ci d'intervenir rapidement et de manière flexible pour soutenir l'équipe spéciale de l'ONU chargée des questions de la crise alimentaire mondiale ainsi que le travail du Programme alimentaire mondial (PAM) de livraison d'urgence de nourriture et d'opérations de secours dans les pays les plus touchés. La Banque mondiale a créé un mécanisme de financement rapide de 1,2 milliard de dollars pour accélérer l'aide aux pays qui en ont le plus besoin et qui sont pour la plupart des pays clients de l'IDA. Le Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale préconise des réponses à court, moyen et long terme, notamment : des filets de protection sociale tels que des programmes de distribution de repas scolaires et d'aide à l'emploi et des transferts conditionnels d'argent, ainsi qu'une amélioration de la productivité agricole. En réponse à la forte demande, le plafond du Programme d'intervention a été porté à 2 milliards de dollars par le Conseil d'administration de la Banque mondiale en avril 2009. À la fin du mois de juin 2009, la Banque mondiale avait approuvé 1,5 milliard de dollars d'aide pour 33 pays, dont près de 68 % avait déjà été décaissés. Le Programme d'intervention bénéficie également de dons de l'Australie (50 millions AUD), de la Russie (15 millions de dollars) et de l'Union européenne (110,8 millions d'euros).

Parallèlement, les nouveaux défis tels que le changement climatique auront des répercussions importantes sur l'agriculture et qui affecteront les plus pauvres de manière disproportionnée. Une augmentation des mauvaises récoltes et des décès du bétail entraîne déjà des pertes économiques et menace la sécurité alimentaire. Il est probable que ces risques s'accroîtront avec le réchauffement climatique. Il est urgent que des mesures d'adaptation et d'atténuation soient adoptées pour réduire les effets négatifs du changement climatique ; ces mesures seront rendues possibles par une action internationale

concertée et une planification stratégique au niveau des pays. En tant que l'une des principales sources d'émissions de gaz à effet de serre, l'agriculture offre un potentiel inexploité pour réduire les émissions en diminuant la déforestation et en modifiant l'utilisation des terres et des pratiques agricoles. Le Groupe de la Banque mondiale a préparé un Cadre stratégique sur le changement climatique et le développement (SFCCD) et finalise actuellement le Rapport sur le développement dans le monde sur le changement climatique, deux documents qui indiquent la meilleure façon d'intégrer la question du changement climatique dans d'autres défis liés au développement. Le SFCCD reflète la nature multisectorielle et multidimensionnelle de ce défi en proposant des activités dans bon nombre de secteurs y compris celui de l'agriculture. Le *Rapport sur le développement dans le monde 2008 : l'agriculture pour le développement* et les réponses apportées à la récente crise des denrées alimentaires ont mis l'accent sur quatre besoins qui peuvent et doivent être comblés par l'agriculture dans bon nombre de pays en développement :

- **Réduire la pauvreté** : Aider les petits exploitants agricoles à avoir plus facilement accès aux marchés pour vendre leur production accentuera les effets de la croissance agricole sur la réduction de la pauvreté.
- **Nourrir la population mondiale** : Nourrir la population mondiale en pleine croissance (qui devrait augmenter de 2,3 milliards d'ici 2050, soit 30 % de personnes de plus qu'aujourd'hui) nécessitera un investissement significatif dans la productivité agricole, en particulier étant donné la rareté de l'eau et l'utilisation diversifiée des denrées alimentaires (notamment pour la production de biocarburants). La tendance à la baisse des taux mondiaux de croissance des rendements des principales céréales (d'environ 3 % en 1980 à environ 1 % aujourd'hui) doit être renversée.
- **Atténuer les effets du changement climatique** : L'agriculture peut jouer un rôle important dans l'atténuation des effets du changement climatique. Mieux gérer l'intensification agricole peut permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre tout comme la séquestration du carbone dans le sol. Cependant, la séquestration du carbone

Projets performants en Afrique

Plusieurs opérations de la Banque mondiale financées par l'IDA dans le domaine de l'agriculture ont été couronnées de succès. En Afrique, trois projets achevés et un programme en cours en constituent des exemples :

Le **Projet de consolidation de l'Office du Niger** (Mali) a aidé le gouvernement à réorganiser l'organisme responsable de l'irrigation (l'Office du Niger), à remettre en état et à moderniser les structures d'irrigation et à réformer la politique agricole (libéralisation du marché rizicole et régime foncier). Grâce à ces réformes, la libéralisation des échanges et des marchés du riz a été menée à terme et confirmée. L'Office du Niger a été restructuré et a retrouvé sa santé financière. La baisse des coûts de mouture a permis au gouvernement d'économiser 1,6 million de dollars par an, et a diminué de 6 millions de dollars par an les coûts pour les agriculteurs et consommateurs. Le taux de recouvrement des redevances d'eau est passé de 60 % à 97 % et le produit de ces redevances a été conservé là où il avait été perçu, la moitié au moins de ces ressources étant affectée aux dépenses d'entretien. Les rendements agricoles ont augmenté, passant de 1,8 à 5,5 tonnes par hectare, et le revenu réel par habitant a progressé de 70 dollars par an dans la zone du projet. Ces résultats probants ont incité d'autres bailleurs de fonds à financer d'autres périmètres, de sorte que l'apport de fonds initial de l'IDA a fini par mobiliser 250 % d'investissements additionnels de la part des autres donateurs.

Le **Projet d'aide au programme national de recherche et de vulgarisation agricoles du Cameroun** a renforcé les organisations de producteurs et amélioré les services de crédit, d'intrants et de commercialisation en facilitant les relations entre les groupes d'agriculteurs, les prestataires de services financiers et le secteur privé. Un réseau de 58 699 groupes de contact représentant au moins 50 % des familles d'agriculteurs (contre 15 % avant le projet) a été créé pour nouer des relations avec le système de recherche et de vulgarisation agricoles. De ce fait, la productivité de nombreuses cultures principales a augmenté : le rendement du maïs est ainsi passé de 1,3 tonne par hectare à 2,9 tonnes par hectare et celui du manioc de 3 tonnes par hectare à 13 tonnes par hectare. L'évaluation au niveau des bénéficiaires a révélé que, dans les zones couvertes par le projet, 93 % des femmes avaient reçu une aide du projet. Environ 40 % des sous-projets ont été établis en fonction de leurs besoins, soit un pourcentage supérieur aux 30 % prévus dans la phase de planification.

En Mauritanie, le **Projet de gestion des ressources naturelles dans les zones de cultures pluviales** a reboisé et protégé les terres communes, diminué de 30 % les pertes de production des cultures locales, et augmenté le rendement du sorgho (la culture pluviale prédominante) grâce à des investissements dans la conservation des sols et des ressources en eau comme l'ensemencement des zones de reboisement par voie aérienne et la remise en état et la protection des barrages de rétention. L'analyse d'impact a indiqué qu'à l'issue du projet, les rendements s'établissaient en moyenne à 800 kilos par hectare alors que sans le projet, ils auraient été de 100 kilos par hectare. Des circonstances plus favorables à la culture durable de la gomme arabique ont sensiblement freiné l'exode de la main-d'œuvre masculine dans certains villages. Grâce à certains sous-projets, les femmes ont bénéficié de sources d'approvisionnement en eau plus proches et ont pu dégager des revenus de leurs jardins potagers et de la vente de leurs produits sur le marché.

Le **Projet d'appui au développement du secteur rural du Rwanda**, premier volet d'un programme en trois phases, a aidé les agriculteurs, le secteur privé et le gouvernement en renforçant leurs capacités institutionnelles et techniques de base. Ce projet a en particulier ouvert la voie à des efforts subséquents visant à accroître la productivité agricole dans les secteurs des services agricoles, de la maintenance des systèmes d'infrastructure, de la gestion efficace des récoltes pour l'exportation et de la culture sur pente et de marécages. Le projet a atteint son objectif de réhabilitation ou de développement de marécages exploités qui était de 3 018 hectares, contre un objectif initial de 2 500 hectares. La protection des versants au moyen de la plantation d'arbres a couvert 14 485 hectares, soit près du double de l'objectif du projet qui était de 7 500 hectares. La formation des agriculteurs a également été supérieure aux objectifs et les investissements dans des infrastructures de petite taille étaient dans l'ensemble également supérieurs aux objectifs. En ce qui a trait aux groupes du secteur privé, 28 entités de soutien commercial et technique offrant toute de la formation ont été créées, contre un objectif de 12 au départ. Au total, 21 organisations privées de fourniture de services agricoles et 48 consultants ont été formés. De plus, 22 installations de marché et un abattoir ont été construits. La formation a également été assurée pour 44 opérateurs du secteur privé par 22 entités de soutien, et 14 associations ont mis en œuvre des activités à l'extérieur de la ferme. Au niveau des capacités du gouvernement, 15 scientifiques ont été formés, 8 autres ont été embauchés et 120 ingénieurs ruraux ont reçu une formation.

dans le sol ne pendra de l'essor dans les pays bénéficiaires de l'IDA que si elle est incluse adéquatement dans les futurs systèmes de négociation des crédits de carbone.

- **Soutenir la transformation économique :** Le secteur agricole peut jouer un rôle dans la promotion de la croissance économique, en particulier par le biais de l'augmentation de la demande en biens manufacturés et en services qui découle d'une hausse des revenus agricoles. Le secteur agricole peut également contribuer à la croissance économique en fournissant des denrées alimentaires à bas prix et en permettant aux terres et à la main-d'œuvre de se libérer pour le développement urbain au gré de la demande du marché.

Par conséquent, le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à accroître de manière significative son aide dans le domaine de l'agriculture. La Banque mondiale a préparé un plan d'action

pour l'agriculture pour les exercices 2010 à 2012 qui tente de relever ces défis en s'attaquant aux cinq thèmes essentiels suivants :

- **Accroître la productivité agricole** – notamment en soutenant une plus grande adoption de nouvelles technologies (par exemple, de nouvelles variétés de semences et d'espèces animales), une meilleure gestion de l'eau pour l'agriculture, la sécurité des modes de tenure et des marchés fonciers ainsi que davantage d'innovation agricole.
- **Faciliter l'accès des agriculteurs aux marchés et les aider à gagner plus** – notamment en continuant à soutenir la ronde des négociations sur le commerce international de Doha, ainsi que les investissements dans les routes rurales, le renforcement des organisations de producteurs, l'amélioration de l'information relative aux marchés et un accès accru au financement.

L'IDA soutient des interventions pour accroître la Productivité agricole dans le cadre du programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale

En plus des filets de sécurité et du soutien budgétaire, l'IDA finance le Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale (GFRP) qui a aidé à améliorer la productivité agricole dans quatre pays (Éthiopie, République kirghize, Népal et Tanzanie) avec une enveloppe d'environ 450 millions de dollars. Le principal objectif de ces activités a été de générer une réponse à court terme en matière d'approvisionnement pour atténuer les effets de la crise des denrées alimentaires tout en travaillant sur des solutions à moyen et à long terme. Ces projets ont en règle générale misé sur la fourniture des ressources nécessaires (engrais, semences et outils) et sur des petits travaux d'infrastructure pour accroître la productivité agricole.

Pour l'exercice 2008, en République kirghize, l'aide de l'IDA vise à réduire la volatilité des prix des céréales au sein du pays en améliorant la gestion du stockage des céréales et en soutenant un programme de distribution de semences et d'engrais. Le Fonds pour les semences de la fédération nationale des communautés a mobilisé 33 fonds locaux et en a créé 45 nouveaux pour la distribution des semences et des engrais. En date du 20 juin 2009, le Fonds avait distribué 350 tonnes de semences de blé d'hiver, 200 tonnes de blé de printemps, 225 tonnes d'orge de printemps, 4 tonnes de luzerne, 2 tonnes de maïs et 1 254 tonnes d'engrais. En tout, 60 autres fonds communautaires devraient se mobiliser pour la plantation du blé d'hiver en septembre et en octobre 2009. Le projet prend de l'expansion et intègre les ressources des partenaires des Nations Unies qui offrent leur aide. De plus, des suppléments de vitamine A sont fournis à 154 000 femmes venant d'accoucher et à 550 000 enfants de moins de cinq ans.

Au cours de l'exercice 2009, l'IDA a soutenu les efforts du gouvernement de l'Éthiopie pour veiller à la disponibilité de l'approvisionnement en engrais pour la période de production de 2009–2010 de manière à répondre à la demande prioritaire des petits exploitants agricoles. Au total, 510 000 tonnes d'engrais ont été fournies. La majorité de l'engrais a déjà été distribuée aux entrepôts locaux. En date du 31 mai 2009, 115 399 tonnes d'engrais avaient été enregistrées comme vendues aux agriculteurs pour la période des pluies précoces (belg) et pour la grande saison des pluies (meher). Il semble que les agriculteurs continuent à recevoir leur engrais en temps opportun.

Au Népal, pour l'exercice 2009, l'approvisionnement en semences et en engrais a commencé avec l'aide de l'IDA. La distribution est attendue après juillet 2009. Des travaux sur des aménagements d'irrigation de petite taille financés par des crédits communautaires ont également débuté en parallèle.

- **Réduire les risques et la vulnérabilité** – en continuant à soutenir les filets de protection pour assurer une meilleure gestion des importations nationales de denrées alimentaires et une meilleure protection contre les pertes dues à des catastrophes naturelles, et réduire les risques liés aux grandes épidémies de maladies chez les animaux d'élevage.
- **Faciliter la génération de revenus ruraux non agricoles** – notamment en améliorant le climat d'investissement en milieu rural, et en renforçant les compétences des habitants et les infrastructures en milieu rural.
- **Améliorer les services liés à l'environnement et la viabilité de ce dernier** – notamment en gérant mieux l'intensification de l'élevage d'animaux, les parcours naturels, les bassins versants et les écosystèmes dans le cadre de la production, et en contribuant à éliminer les obstacles à la participation aux marchés du carbone (meilleure réalisation des bénéfices liés à la séquestration du carbone dans le sol).

L'attention portée à chaque thème variera dans les diverses zones géographiques en fonction des besoins et demandes des pays.

Une approche globale et à long terme

L'avantage comparatif de l'IDA réside dans sa capacité unique à renforcer son soutien financier par d'autres mécanismes conçus pour promouvoir la conception stratégique, le renforcement des capacités, le développement inclusif et la coordination des investissements et des activités de réformes des politiques dans les pays clients. Les prêts à l'appui des politiques de développement de l'IDA dans le domaine de l'agriculture ont presque doublé suite à l'adoption d'une nouvelle stratégie rurale en 2002. Ils sont passés d'une moyenne annuelle de 82 millions de dollars pour les exercices 1999–2003 à 187 millions de dollars par an pour les exercices 2004–2008 et à 266 millions de dollars pour l'exercice 2009. Les projets d'appui aux politiques de développement fournissent généralement une aide financière rapide pour soutenir un vaste éventail de résultats en matière de développement qui nécessitent la présence sous-jacente de politiques et d'activités institutionnelles à moyen terme.

C'est particulièrement vrai dans le cas des petits exploitants agricoles où de multiples interventions doivent avoir lieu l'une après l'autre pour permettre aux agriculteurs de produire plus et de vendre sur des marchés agricoles en pleine expansion, mais plus exigeants.

Une action multisectorielle

À titre d'exemple, des travaux sectoriels au Nicaragua ont ainsi démontré qu'il est indispensable d'améliorer les routes rurales pour relier les exploitations agricoles aux marchés, et que des services éducatifs et sanitaires sont nécessaires, pas seulement pour accroître directement le bien-être des populations, mais aussi pour augmenter la productivité agricole et assurer la mobilité de la main-d'œuvre. Au Bangladesh, des études ont conclu que certains projets d'amélioration des routes avaient entraîné une hausse de 27 % des salaires agricoles et de 11 % de la consommation par habitant. L'expérience que l'IDA a acquise dans de nombreux domaines, dans des environnements naturels très divers et souvent difficiles, lui donne des moyens inégalés de favoriser les synergies intersectorielles.

Une vision à long terme

En 2009, l'IDA, qui possède une capacité de financement pluriannuelle, demeure l'un des plus importants fournisseurs de ressources pour le développement agricole. Elle dispose en outre d'une solide capacité institutionnelle qui lui permet de dégager des enseignements de ses expériences, d'assurer des opérations de suivi et d'évaluation, de conduire des analyses de politiques et d'offrir une assistance technique dans l'ensemble du monde en développement. Elle est donc particulièrement bien placée pour promouvoir le dialogue sur une stratégie de développement à plus long terme et pour inciter les divers intervenants et bailleurs de fonds à coordonner leurs programmes de développement et leurs stratégies d'assistance.

Comme les pays emprunteurs de l'IDA sont très tributaires de leurs ressources naturelles pour leur développement, l'établissement de stratégies de développement rural homogènes

intégrant de multiples secteurs permet à l'IDA de faire en sorte que l'utilisation cumulée des ressources naturelles par ces différents secteurs – et l'impact qu'ils ont chacun sur ces ressources – soit à la fois socialement et écologiquement viable.

Impact au niveau national

Depuis 2002, 36 pays clients de l'IDA ont mis au point leur propre stratégie nationale de développement rural. Celle-ci a des retombées sur leurs stratégies globales de développement (Tableau 2). Plus récemment, le *Rapport sur le développement dans le monde 2008*, notamment les nouvelles stratégies de développement agricole de pays tels que le Vietnam, a retenu l'attention.

Tableau 2. Stratégies nationales de développement rural (NRDS) achevées dans les pays IDA — Exercices 2002–2008	
Afrique	Angola, Bénin, Cameroun, Éthiopie, Lesotho, Liberia, Madagascar, Mozambique, Niger, Nigeria, Ouganda, République démocratique du Congo, Sierra Leone, Tanzanie, Togo, Zambie, Zimbabwe*
Région de l'Asie de l'Est et du Pacifique	Cambodge, Îles Salomon, Mongolie, Papouasie-Nouvelle-Guinée*, Vietnam
Europe et Asie centrale	Albanie*, Moldavie, Ouzbékistan* République kirghize, Serbie*
Amérique latine et Caraïbes	Bolivie*, Haïti, Nicaragua
Moyen-Orient et Afrique du Nord	Yémen
Asie du Sud	Bangladesh, Inde*, Népal, Sri Lanka

Source : Banque mondiale, Service Agriculture et développement rural.

* Indique les pays dits « à financement mixte », qui reçoivent des prêts de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et des crédits de l'IDA.

Partenariat mondial. Une plus étroite coordination de l'action menée par divers donateurs pour le développement rural dans les pays du monde les plus pauvres est favorisée entre autres par la Plate-forme mondiale des donateurs pour le développement rural créée en 2004 et soutenue par la Banque mondiale. En 2005, la Plate-forme a commencé à mener, dans le droit fil de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, des essais pilotes en la matière dans quatre pays bénéficiaires de l'IDA : le Burkina Faso, le Cambodge, le Nicaragua et la Tanzanie. La Banque mondiale contribue également à la défense et à la protection des biens publics mondiaux en finançant le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) et en travaillant de concert avec celui-ci. D'autres partenariats ont également été conclus dans les domaines des normes commerciales, des finances rurales, des pêches et de la foresterie :

- Normes et commerce : Un Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC), qui a été créé avec l'aide de la Banque mondiale et qui est abrité par l'Organisation mondiale du commerce (OMC), soutient les efforts menés par les pays en développement pour vendre leurs produits agricoles sur les marchés internationaux.
- Finances en milieu rural : La Banque mondiale et la Fondation Bill & Melinda Gates ont mis sur pied une facilité de soutien financier à l'agriculture pour soutenir la duplication et la reproduction à plus grande échelle de modèles d'affaires rentables en milieu rural ainsi que la production de connaissances et d'enseignement de ces modèles.
- Pêches marines : Pour améliorer la gouvernance et les moyens durables de subsistance dans le secteur de la pêche, la Banque mondiale s'est associée à des donateurs clés et aux parties intéressées pour établir le Programme mondial pour la pêche (PROFISH).
- Maladies animales : Pour faire face aux impacts mondiaux de l'émergence et de la réémergence de maladies d'origine animale sur la santé et le bien-être du public, la Banque mondiale travaille de concert avec l'Organisation mondiale de la santé animale dans le cadre de l'Initiative mondiale de la santé animale.

Les projets environnementaux produisent des résultats dans le secteur de l'agriculture

En **Tanzanie**, le **Projet de gestion des bassins fluviaux et d'amélioration de la petite irrigation** pour l'exercice 1997 s'est employé à résoudre les problèmes écologiques associés à l'eau au plan national, et s'est focalisé tout particulièrement sur les deux principaux bassins fluviaux. Il s'est efforcé, au travers de 15 programmes d'irrigation, d'améliorer l'accès à l'eau des petits exploitants agricoles à faible revenu et l'usage qu'ils en font grâce à une meilleure gestion des ressources hydriques, à des infrastructures de plus grande qualité, et à une plus grande participation des parties intéressées à la gestion de l'eau. À la fin du projet, au cours de l'exercice 2004, les rendements agricoles ont doublé et les revenus des ménages ont triplé pour plus de 5 000 familles. Au total, 1 674 agriculteurs ont été formés à l'utilisation du système de gestion des eaux, aux techniques de production agricole, à l'agro-industrie, à la gestion financière et aux techniques de direction. Le rendement agricole moyen du riz a plus que doublé dans les zones du projet.

Au **Sénégal**, le **Projet de gestion durable et participative de l'énergie** pour l'exercice 1997 a adopté une stratégie intégrée couvrant à la fois l'offre et la demande de combustibles ligneux ; il a démontré qu'il est possible, tout en arrêtant la déforestation, de stabiliser la production et la commercialisation des combustibles traditionnels issus de la biomasse, ce qui concourt à la protection de l'environnement et à l'augmentation des revenus des villageois. À la clôture du projet en 2005, les systèmes communautaires de gestion des ressources forestières représentaient une vaste proportion de l'approvisionnement en combustibles au bois du pays grâce au renforcement des capacités des communautés qui bénéficient désormais de revenus accrus et d'une meilleure conservation de leurs forêts. Le projet a également surpassé ses objectifs en matière de réduction d'émissions de CO₂ (1,78 million contre 510 000 tonnes) et en matière de revenus additionnels tirés par les communautés du commerce de combustibles ligneux et de microentreprises basées sur les ressources naturelles (12,5 millions de dollars contre 3 millions de dollars par année).

Dans le cadre de l'un des plus vastes programmes de lutte contre l'érosion jamais entrepris dans le monde, deux projets se sont efforcés de remédier à la forte dégradation du **plateau de Loess**, en Chine, pour refaire de cette région défavorisée une zone de production agricole durable. Entre les exercices 1994 et 2006, plus de 2,5 millions d'habitants dans quatre provinces les plus pauvres du pays sont sortis de la pauvreté. L'instauration de pratiques agricoles viables a permis de doubler les revenus des agriculteurs, de diversifier les emplois et de régénérer l'environnement. Au nombre des autres réalisations du projet, on compte la protection des ressources naturelles et la sécurisation de l'approvisionnement alimentaire. Enfin, le projet a contribué de manière significative à restructurer le secteur agricole et même pendant l'exécution du projet, l'équilibre écologique a été restauré dans une vaste zone considérée comme sans espoir.

- **Foresterie** : La Banque mondiale travaille à renforcer la coordination des activités de partenariat, de manière à accroître le financement et améliorer la gouvernance et les retombées positives des activités du secteur forestier. Le partenariat Growing Forest Partnership est une initiative orientée vers l'action qui vise à promouvoir des partenariats entre le secteur privé et les gouvernements nationaux, les organisations de la société civile, les agences de développement et les agences de financement afin de soutenir la gestion durable des forêts et les efforts de réduction de la pauvreté.

Leçons tirées

La Banque mondiale a déployé des efforts considérables pour tirer des leçons de ses stratégies antérieures et en tenir compte dans ses opérations actuelles.

Le RDM 2008 conclut que l'agriculture est essentielle pour la croissance dans son ensemble, la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté dans les pays vivant principalement de l'agriculture¹ et qui se trouvent pour la plupart en Afrique subsaharienne. Les recommandations de ce rapport comprennent :

- Accroître la compétitivité des petits exploitants agricoles dans les zones à potentiel moyen et élevé et améliorer les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et la résilience environnementale dans les zones éloignées et à risque.
- Une approche multisectorielle est nécessaire pour tirer parti des synergies entre les

1. Les pays vivant de l'agriculture sont définis comme des pays où une part élevée de la croissance découle de l'agriculture et où la pauvreté est concentrée dans les milieux ruraux. Certains pays qui ne sont pas inclus dans cette catégorie comptent des régions qui peuvent aussi être classées comme vivant de l'agriculture.

technologies de pointe, une gestion durable des sols et de l'eau, le soutien institutionnel et le développement du capital humain qui sont tous liés au développement du marché.

- Il est préférable que la prise de décisions relatives à un bon nombre d'actions soit décentralisée de manière à ce que ces décisions soient adaptées aux conditions locales. Cependant, d'autres décisions doivent être coordonnées à l'échelle de plusieurs pays pour permettre l'existence d'un marché plus vaste et pour réaliser des économies d'échelle dans des domaines tels que la recherche et le développement.

Le renforcement de la qualité et de l'impact des opérations financées par l'IDA découle de plans d'amélioration du portefeuille de crédits au développement rural régional ; de nominations de gestionnaires de portefeuille ; de l'attention accordée au respect des délais impartis ; de la réalisation d'examen plus approfondis des rapports d'activité et d'achèvement des projets ; et l'augmentation du nombre de sessions de formation (équivalant à des stages) au renforcement de la qualité, dans le but d'aider les services à améliorer la conception et l'élaboration techniques des projets agricoles et ruraux. Ces stages puisent dans l'expérience et l'expertise dégagées des diverses opérations financées par l'IDA et s'inspirent aussi, depuis quelques temps, de l'expertise extérieure.

PERSPECTIVES D'AVENIR

La croissance induite par l'agriculture demeure déterminante pour les pays IDA

Comme l'explique en détail le *Rapport sur le développement dans le monde 2008*, les objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) ne pourront tout simplement pas être atteints dans la plupart des pays à faible revenu, surtout en Afrique, à moins d'une hausse majeure de la productivité agricole. Le *Rapport sur le développement dans le monde 2008* présente également une solide analyse de l'impact de la croissance agricole, qui est de deux à quatre fois plus élevé que celui de la croissance non agricole sur les personnes les plus pauvres.

La sécurité alimentaire basée sur une meilleure productivité des petits exploitants fait de nouveau partie des préoccupations politiques

Tel que démontré par le doublement des crédits de l'IDA pour l'agriculture au cours de l'exercice 2009, la crise des prix des denrées alimentaires de 2007-2008 a une fois de plus attiré l'attention des gouvernements sur la nécessité d'investir dans les biens publics clés nécessaires pour accroître la productivité des petits exploitants agricoles. Le but est d'aider les pauvres vivant en milieu rural à mieux gérer leurs ressources et à mieux faire face aux risques qu'ils encourrent, ce qui constitue une véritable évolution par rapport à la tendance actuelle qui se contente de les aider à s'adapter à un environnement plus hostile à l'agriculture.

Des évolutions structurelles à long terme sont en cours

Même si les prix élevés des denrées alimentaires ont quelque peu diminué sur les marchés internationaux depuis la crise de 2007-2008, en moyenne, ils n'ont pas beaucoup reculé dans les pays en développement en raison de la dépréciation de leur devise locale et des coûts élevés des transports qui limitent leurs liens avec les marchés internationaux. La volatilité des prix des denrées alimentaires a quant à elle augmenté considérablement au cours des 8 dernières années et continue encore d'augmenter. Cette volatilité augmente les risques encourus par les agriculteurs. À l'heure où le secteur privé mobilise des ressources pour exploiter de nouveaux créneaux, des moyens doivent impérativement être trouvés pour que les pauvres des zones rurales figurent dans ces projets. Canaliser les investissements accrus du secteur public vers les groupes communautaires locaux plutôt que par des administrations centrales ou locales aide à accroître la participation et la prise en charge au niveau local, deux facteurs essentiels pour augmenter durablement la productivité et atténuer les risques. Les investissements dans l'agriculture et la réduction de la pauvreté rurale sont de plus en plus liés à la microfinance, aux prévisions météorologiques fiables et en temps opportun, à l'autonomisation des communautés et aux partenariats public-privé pour les intrants, le marketing et la recherche.

Les crédits de l'IDA s'adaptent à ces évolutions

Au sein de la Banque mondiale, ce changement de perspectives des pays clients stimule la demande pour une assistance technique à forte intensité de compétences conjuguant l'accès aux moyens d'investissement, le transfert de connaissances et le renforcement des capacités afin d'exploiter les nouveaux débouchés et d'affronter de nouveaux risques. Cette tendance se traduit par une demande croissante de crédits de l'IDA pour l'agriculture.

L'agriculture demeurant essentielle à la subsistance des populations rurales pauvres, la poursuite de la mondialisation et de l'intégration économique présente à la fois des avantages et des défis. Les premiers tiennent à la nouvelle structure de la demande et aux débouchés commerciaux créés par la diversification alimentaire dans les villes en pleine expansion des pays en développement et par l'essor des nouveaux marchés d'exportation pour le poisson, la viande, les fruits, les légumes, les plantes ornementales ou les fleurs coupées. Les défis sont quant à eux liés au nombre croissant de normes en matière de sécurité alimentaire, de sécurité biotechnologique et de droits de propriété intellectuelle, de même que des normes sanitaires, de qualité et de fiabilité à respecter pour rivaliser sur les segments en pleine expansion des marchés des pays en développement.

La volatilité de plus en plus marquée des prix des produits alimentaires continue également à présenter une menace importante dans les pays en développement qui ont immédiatement besoin de l'aide internationale pour en atténuer les retombées sur les pauvres et les personnes vulnérables.

Les projets agricoles récemment approuvés par l'IDA ont tendance à refléter cette vision stratégique de l'agriculture comme moteur de la croissance et de la diversification économiques tout au long des chaînes d'approvisionnement du secteur privé dans le contexte des

réformes des politiques et réglementations, du développement de l'infrastructure, de la consolidation des institutions et du renforcement des compétences au sein du secteur public. On citera par exemple le projet d'appui au développement agricole en Zambie et le Projet de diversification agricole au Burkina Faso.

Par ailleurs, la Banque a édicté de nouvelles stratégies en matière de gestion des ressources naturelles, par exemple la stratégie forestière adoptée en 2004 intitulée *Sustaining Forests*. Celle-ci privilégie des projets qui satisfont à la demande croissante de produits forestiers tropicaux en proposant des pratiques viables au plan écologique et des stratégies de subsistance intégrées pour les populations défavorisées tributaires des forêts. De nouveaux projets devront également être élaborés pour remédier aux enjeux urgents que font naître les possibilités et les risques nouveaux auxquels l'agriculture est confrontée dans les pays clients de l'IDA.

L'IDA, en sa qualité de partenaire du développement, doit continuer d'investir dans les biens collectifs internationaux qui contribuent à l'amélioration de la production agricole, notamment à la hausse de la productivité et à une gestion plus avisée de l'exploitation des ressources naturelles au profit de l'ensemble de la population. Outre la gestion de la production et des ressources, il est indispensable d'aider les pays clients à accéder aux marchés.

Pour accroître la participation au développement rapide de l'agriculture et des chaînes de valeur associées aux ressources naturelles, il convient de rendre à la fois les populations défavorisées et les pays pauvres mieux à même de respecter des normes toujours plus rigoureuses en matière de fiabilité, de qualité et de sécurité biologique, sanitaire ou phytosanitaire et alimentaire, et de se doter des institutions qui leur permettront de se voir ainsi reconnus par le marché, ce qui se traduira pour eux par des prix et des volumes de vente plus élevés.

Juillet 2009

<http://www.worldbank.org/ida>